(1)

(N° 140.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MARS 1865.

Modifications aux lois sur les pensions civiles ⁽¹⁾.

AMENDEMENTS.

1° Remplacer l'art. 2 par une disposition ainsi conçue :

« Les professeurs reconnus hors d'état de continuer leurs fonctions, par suite d'infirmités, pourront être admis à la pension, quel que soit leur âge, après cinq ans au moins de service dans l'enseignement.

» La pension sera liquidée à raison de $\frac{1}{6}$ du taux moyen de leur traitement fixe pendant les cinq dernières années. Chaque année au delà de cinq leur sera comptée pour $\frac{1}{15}$ de ce traitement en sus. »

2° Intercaler entre l'avant-dernier et le dernier paragraphe de l'art. 3, la disposition suivante :

« $\frac{1}{60}$ seront également accordés aux professeurs qui ne sont pas munis des diplômes ci-dessus désignés, mais qui faisaient partie du corps enseignant des athénées ou des collèges communaux à l'époque de la promulgation de la loi du 1^{er} juin 1850, et qui ont été maintenus dans les établissements de l'État. Le même avantage sera accordé à tous les titulaires qui ont été nommés dans le délai indiqué à l'art. 10 de la loi du 1^{er} juin 1850. »

3° Remplacer l'art. 5 par la disposition suivante :

« Les années de service antérieures à 1851 seront comptées pour $\frac{1}{50}$, s'il s'agit d'enseignement public communal ou provincial, et pour $\frac{1}{60}$, s'il s'agit de services publics étrangers à l'enseignement. »

4° Ajouter au projet de loi un septième article, portant :

« La pension ne pourra, en aucun cas, dépasser les $\frac{3}{4}$ du traitement moyen des cinq dernières années. »

THONISSEN.

X. LELIÈVRE.

(1) Projet de loi, n° 402.
Rapport, n° 134.